

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, allées marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 27/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFAGE Frères SAS

1235 chemin des carrières
40 465 Pontonx-Sur-L'adour

Références : DREAL/UBD40-64/D2026
Code AIOT : 0005204111

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement LAFAGE Frères SAS implanté au lieu-dit « Arcet » 40500 Montaut. L'inspection a été annoncée le 05/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFAGE Frères SAS
- Lieu-dit « Arcet » 40500 Montaut
- Code AIOT : 0005204111
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAFAGE FRÈRES est autorisée à exploiter, par arrêté préfectoral PR/DAGR/1999/n°416 du 1er septembre 1999 modifié, une carrière à ciel ouvert de calcaire et dolomie à sec avec un rabattement de nappe par pompage de 50 m³/h en débit maximal sur le territoire de la commune de Montaut (40191). Les matériaux sont extraits à l'aide d'explosifs. La surface autorisée est de 119 719 m² avec une production maximale annuelle autorisée de 90 000 tonnes.

L'exploitation dispose d'une unité de broyage concassage (rubrique 2515) soumise à déclaration d'une puissance totale inférieure à 200 kW et d'une station de transit (rubrique 2517) soumise à enregistrement d'une superficie de 14 000 m².

Cette autorisation, initialement accordée pour une durée de 25 ans jusqu'au 1er septembre 2024, a été prolongée par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-79 du 25 avril 2023 jusqu'au 1er septembre 2027.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Activités	Arrêté Préfectoral du 01/09/1999, article 2 (partiel)	Sans objet
2	Cote minimale d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/09/1999, article 8.1	Sans objet
3	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/09/1999, article 8.2 (partiel)	Sans objet
4	Plan d'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Sans objet
5	Suivi semestriel piézométrique	Arrêté Préfectoral du 01/09/1999, article 8.6	Sans objet
6	Surveillance de la qualité des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 01/09/1999, article 14.5	Sans objet
7	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 01/09/1999, article 14.15	Sans objet
8	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 01/09/1999, article 16.3.1	Sans objet
9	Plan de gestion des déchets d'extraction (PGDE)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet
10	Vibrations	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22.2 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont correctement exploitées et entretenues par l'exploitant.

Le suivi environnemental est réalisé régulièrement et conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Les constats réalisés lors de la visite d'inspection n'appellent pas d'observations particulières de la part de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/1999, article 2 (partiel)
Thème(s) : Situation administrative, rubriques ICPE

Prescription contrôlée :

Les activités exercées relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

N° de la rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Régime
2510-1	Exploitation de carrières	Superficie totale : 119 719 m ² Production moyenne annuelle : 50 000 t Production maximale annuelle : 90 000 t	A
2515-1b	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que ceux visés par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2	Installation de concassage mobile Puissance maximale : 200 kW	D
2517-1	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Superficie maximale occupée par les matériaux extraits : 14 000 m ²	E

A = autorisation ; E = enregistrement ; D = déclaration

L'autorisation d'exploitation est accordée sous réserve des droits des tiers jusqu'au 1^{er} septembre 2027. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

La production maximale annuelle de matériaux à extraire est de 90 000 tonnes [...]

Constats :

Vu la déclaration faite par l'exploitation dans l'application GEREP, l'inspection constate que la production pour l'année 2025 est inférieure à la production maximale autorisée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cote minimale d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/1999, article 8.1

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

La puissance exploitée ne doit pas dépasser 55 mètres compte tenue d'une épaisseur de terres de découverte de 8 à 15 mètres.

La limite minimale d'exploitation est fixée à la cote minimale de 15 mètres NGF.

Un dispositif permanent permettant la vérification rapide et aisée de ces cotes doit être installé avant le début de l'exploitation et avant la déclaration de début des travaux.

Constats :

Vu le plan d'exploitation mis à jour le 20/06/2025, l'inspection constate le respect de la cote minimale d'exploitation autorisée fixée à 15 m NGF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Méthode d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/1999, article 8.2 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'extraction doit s'effectuer à ciel ouvert après décapage et stockage de la terre de découverte.

Elle s'effectue à l'aide d'explosifs et d'engins mécaniques, avec rabattement de nappe par pompage au débit maximal de 50 m ³ /h. L'extraction s'effectuera par fronts d'une hauteur maximale de 15 mètres. Ces fronts seront séparés par des banquettes de 20 m de large, réduites à 5 m lors de la remise en état [...]
Constats : Vu le plan d'exploitation mis à jour le 20/06/2025, l'inspection constate le respect de la hauteur maximale fixée à 15 mètres et de la largeur minimale des banquettes fixée à 20 mètres au niveau des fronts en cours d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> – les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; – les bords de la fouille ; – les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; – les zones remises en état ; – la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Le plan de suivi d'exploitation mis à jour le du 20/06/2025 a été transmis à l'inspection. Le plan d'exploitation indique l'ensemble des paramètres prescrits et notamment les bâtiments et ouvrages présents sur le site, la localisation des piquets permettant le suivi de la verse ainsi que les 4 piézomètres du site conformément à la demande de l'inspection formulée suite à la visite d'inspection réalisée en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi semestriel piézométrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/1999, article 8.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Un suivi semestriel des 2 piézomètres, du niveau de la source Saint-Vincent et du débit de la source d'Arcet, sera réalisé, il pourra être consulté. Ce suivi sera reporté sur un tableau annuel.
Constats : Le suivi semestriel piézométrique et des sources voisines (Saint-Vincent et d'Arcet) a été transmis à l'inspection. La dernière mesure reportée dans le suivi date du 10/02/2026. Les relevés sur les six dernières années montrent que les niveaux sont stables. Conformément à la demande de l'inspection formulée suite à la visite d'inspection réalisée en 2023, le piézomètre Pz2 a été remis en conformité.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 6 : Surveillance de la qualité des eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/1999, article 14.5

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Les eaux rejetées dans le milieu naturel (eaux d'exhaure et eaux pluviales) respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30 °C ;
- les matières en suspension (MES) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT90105). La demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90114).

Une analyse annuelle des eaux rejetées sera réalisée et les résultats seront adressés à la D.R.I.R.E.

Constats :

Les résultats des analyses annuelles réalisées les huit dernières années sur les eaux d'exhaure, dont la dernière est datée du 18/11/2025, ont été transmis à l'inspection et montrent le respect de l'ensemble des paramètres relatifs aux exigences en matière de qualité des eaux rejetées au milieu naturel.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/1999, article 14.15
--

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Un contrôle des niveaux sonores et des vibrations est effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite annuellement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.

Constats :

Des mesures de contrôle des niveaux sonores ont été réalisés le 6 février 2026 Les résultats du contrôle ne présentent pas de non-conformités.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 8 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/1999, article 16.3.1

Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières

Prescription contrôlée :

Compte-tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure au document transmis en début d'exploitation ou de la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties, et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document, conforme à l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 susvisé, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.

Constats :

L'exploitant dispose des garanties financières jusqu'au 1^{er} septembre 2027.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 9 : Plan de gestion des déchets d'extraction (PGDE)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

Thème(s) : Risques chroniques, PGDE
--

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

L'exploitation dispose d'un plan de gestion des déchets d'extraction valide jusqu'au mois de février 2027.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 10 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22.2 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
--

Prescription contrôlée :

I. Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction [...]

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

Pour les autres constructions, des valeurs limites plus élevées peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation, après étude des effets des vibrations mécaniques sur ces constructions.

Le respect de la valeur ci-dessus est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière, puis par campagnes périodiques dont la fréquence est fixée par l'arrêté d'autorisation.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Constats :

Vu les résultats du suivi de l'auto-surveillance des tirs de mines, l'inspection constate l'absence de dépassement du seuil des vibrations.

Type de suites proposées : Sans suite